

Thème 1
**Thème 1 – Fragilités des démocraties, totalitarismes
et Seconde Guerre mondiale (1929-1945)**

Chapitre 2. Les régimes totalitaires

La Grande Terreur (1937-1938)

Introduction :

En 1928, Joseph Staline s’empare définitivement des rênes du pouvoir en URSS ; avec lui débute une période marquée par de nombreuses exactions dirigées tout à la fois contre les populations et les membres du Parti. A compter de l’été 1937, la rédaction d’une directive confidentielle à l’usage de la police politique, le NKVD – fort de près de 300 000 hommes et qui vient trois ans plus tôt d’absorber l’ancienne Guepeou - ouvre une période de violence paroxystique. En effet, la Grande Terreur concentra 70 à 75 % des condamnations à mort entre 1921-1953.

Quels furent les ressorts de la mécanique répressive ? Selon quelles modalités pratiques et contre quels groupes cibles ces purges furent-elles dirigées ? Quel fut enfin le bilan de cette vague de répression inédite ?

Le complot dans la pratique politique soviétique

Dès la fin des années 20, les dirigeants développent la thèse du complot contre-révolutionnaire et de la rupture avec la « ligne du Parti » afin de purger les éléments jugés indésirables ou déviants ou justifier les échecs de sa politique économique.

La campagne de *dékoulakisation* initiée dès 1929, à l’origine de millions de morts, permet ainsi d’expliquer les retards de la collectivisation et les débuts peu brillants du Gosplan après l’abandon de la NEP par Staline. On invoque l’action de saboteurs et d’agents venus de ou à la solde de l’étranger. Les premiers procès visent de petits fonctionnaires, des directeurs de sovkhozes, des ingénieurs, des dirigeants socialistes-révolutionnaires et des membres du clergé orthodoxe. Ils sont aussi l’occasion de resserrer l’alliance entre le guide et le peuple en démontrant que Staline veille au grain et sanctionne les ennemis de l’Etat.

« Douter, c’est déjà trahir »

On procède dès 1935 à une vaste campagne de vérification des cartes de membres du Parti pour justifier des rafles-expulsions. Staline saisit l’occasion pour remplacer plus d’un million d’anciens membres historiques par une génération plus jeune, plus diplômée qui contribue à renforcer l’élitisme du Parti et donc sa légitimité.

On prétend ainsi démanteler des organisations antisoviétiques, comme le « Parti paysan du travail », dirigé par le grand économiste Kondratiev, et un prétendu « Parti industriel », dirigé par le Professeur Ramzine lors de procès déjà très médiatisés dans la *Pravda* et les *Izvestia*, les journaux russes, selon un principe pédagogique théorisé dans les années 20 par Lénine lui-même dans ses *Œuvres complètes*.

Une répression d'une ampleur inégalée dirigée contre toutes sortes « d'ennemis »

En décembre 1934, l'assassinat d'un des rivaux de Staline, Sergueï Kirov, président du Soviet local de Leningrad, sonne le début de la Terreur. La révision de l'article 58 du Code pénal russe en 1934 et la directive 00447 destinée au NKVD datée du 30 juillet 1937 constituent les cadres juridiques et informels de la répression qui s'abat sur le pays. Ils instituent deux opérations distinctes mais complémentaires : les Opérations « ligne Koulak » et « nationales », cette dernière étant dirigée contre les émigrés politiques étrangers. La Grande Terreur cible de nombreux groupes appelés « gens du passé » : ex koulaks, ex fonctionnaires tsaristes, propriétaires fonciers, commerçants, sociaux-révolutionnaires... et tout citoyen ayant des liens avec des pays ennemis. Ainsi, on vise des « espions polonais » et citoyens russes ayant eu des relations, on déporte Coréens et Chinois employés dans les chemins de fer d'Asie orientale (près de 190 000), Lettons et Finlandais, des cireurs de chaussures arméniens, etc. Des quotas d'arrestations (*Nariad*) sont fixés pour chacune des 59 républiques, régions ou territoires composant de l'Union. Les listes de victimes désignées par le pouvoir sont confiées à des *troïkas constituées* d'un procureur, d'un secrétaire du Parti et d'un représentant local du NKVD.

Pour éliminer les cibles que Staline vient de lui attribuer, le NKVD de Genrikh Iagoda multipliera selon un rituel bien vite rôdé les arrestations entre 23h et 3h du matin et les procès expéditifs dont la fonction didactique est vite fixée : désigner au peuple les « ennemis du moment » et éviter toute confusion. Grâce à une armée d'informateurs (les *seksots*, environ un million) encouragés à la délation, les agents de la répression s'engagent avec zèle dans une gigantesque opération de « prophylaxie sociale » (A. Kriegel) A Kiev, par exemple, Polia Nikolaenko aurait à elle seule dénoncé plus de 8 000 personnes...

Parmi les exemples les plus édifiants, on peut citer celui d'Alexis Vdovine. Le 16 octobre 1937, au cours d'une rixe, ce contrôleur ivre de la ligne Moscou-Iaroslavl jette malencontreusement une bouteille sur le portrait sous verre de Mikhaïl Kalinine, alors président du Praesidium suprême. Ce qui ne lui aurait valu qu'un an de prison, à peine, en temps normal, lui vaut la mort. En quelques semaines, l'instruction est expédiée et il est condamné à la peine capitale le 3 décembre. Ou celui d'Alexandra Nikolaïeva, une retraitée de 74 ans, couturière et marchande de fleurs occasionnelle à Leningrad. Le 29 novembre de la même année, une conversation avec ses voisins, les Koulikov, est surprise par un indic du NKVD. Accusée d'avoir diffusé une rumeur sur des inhumations clandestines de fusillés

organisées par le pouvoir dans un cimetière voisin, elle sera fusillée à son tour le 18 décembre, après que les Koulikov auront témoigné contre elle...

Des grands procès de Moscou aux petits « procès agricoles »

Si le grand procès politique à vocation pédagogique fait partie de la culture politique bolchevique dès les premières années du régime, chez Staline le recours au « procès exemplaire » apparaît comme un véritable réflexe. De manière concomitante se dérouleront, à Moscou, quatre procès majeurs de personnalités de premier rang et des centaines d'autres procès de moindre envergure dans les régions et districts.

Le 5 juin 1936, la *Pravda* annonce : "*D'une main ferme, nous continuerons à anéantir les ennemis du peuple, les monstres et furies trotskistes*", préparant ainsi le terrain et les esprits aux procès futurs. Dénommés respectivement procès du « Centre terroriste trotskyste-zinoviéviste », procès du « Centre antisoviétique trotskyste » et procès du « bloc des droitiers et des trotskystes » les trois procès qui se déroulent du 19 août 1936 au 13 mars 1938 réunissent une soixantaine de personnalités majeures du Parti, « vieux-bolcheviks » de la première heure et compagnons de Lénine seront ainsi déférés devant des tribunaux d'exception, sous des chefs d'accusation aussi divers que sabotage, collusion avec une puissance étrangère, trahison, tentatives d'assassinat... Il s'agit d'attribuer aux accusés les difficultés économiques du pays, justifier les pénuries et les attentats commis contre l'effort productif et visant mines et usines. Soumis pendant des semaines à un interrogatoire serré et constant (technique de « la chaîne ») et souvent à différentes formes de torture et de pressions psychologiques, la quasi-totalité des accusés livre des aveux, est reconnue coupable et condamnée à des sentences de mort.

De manière significative, le procureur soviétique Andreï Vyshinski est un ancien *menchevik* qui avait combattu les bolcheviks pendant la guerre civile. Pour avoir la vie sauve, il accepta avec beaucoup d'énergie et de détermination de porter l'accusation contre les cibles désignées. Bien qu'opportunistement en villégiature durant les débats, Staline règle lui-même avec soin les détails de chaque procès. Bien que le Politburo ait recommandé de les faire se dérouler à huis-clos, Staline insiste pour qu'au contraire chaque procès collectif bénéficie d'une intense couverture médiatique la presse publiant de larges extraits des procès-verbaux. Dans son esprit, ces événements doivent servir de « paravents médiatiques » afin de cacher l'ampleur de la répression qui s'annonce. Des comptes rendus sténographiques sont traduits enfin en français et en anglais. Afin de démontrer son souci de transparence, Staline invite plusieurs journalistes et observateurs étrangers mais prend bien soin de remplir la salle de 150 agents du NKVD placés aux premiers rangs, ignorants et incultes pour la plupart. Ils sont chargés de rire aux obscénités du procureur Vyshinski et peu enclins à s'interroger devant telle ou telle déclaration impromptue des accusés, voire de créer du tumulte pour justifier une éventuelle suspension de séance en cas de rétractation des accusés. Ni jury, ni avocats ne sont admis et les aveux signés des victimes sont rédigés en amont. Mais Nikolaï Boukharine, une des « vedettes » du dernier procès de 1938 dénoncera

avec panache cette pratique : « *l'aveu des accusés est un principe juridique moyenâgeux* ». Représentatif de cette élite historique du Parti qui est sacrifiée, Boukharine fut membre du Politburo, et siège au moment de son arrestation au Comité central du Parti bolchevik, il a également été chef du Komintern de 1926-1928 et rédacteur en chef de la *Pravda*. Ce dernier fut accusé symboliquement de « parricide » (en référence à la tentative d'assassinat perpétrée en juillet 1918 contre Lénine). Annie Kriegel écrit en 1972 : « *Les enquêteurs, écrivait-elle, devaient s'affairer à pincer plus particulièrement trois cordes sensibles chez les responsables bolcheviques : celles qui commandent le sentiment de culpabilité, l'esprit de zèle, la soif de vengeance* ». Ainsi, d'audiences en audiences, par désir de vengeance autant que dans l'espoir d'échapper à un sort funeste en négociant avec leurs tortionnaires les accusés, livrent d'autres noms et contribuent à faire inculper les prochaines victimes.

Un quatrième procès, moins repris dans la presse, concernera une partie de l'Etat-major. Il s'agit de huit officiers supérieurs dont le maréchal Toukhatchevski, général d'armée à 26 ans et ami de Kirov, qui s'est condamné sans le savoir en suggérant – non sans raison – la responsabilité de Staline dans la défaite russe sur la Vistule en 1920 contre les Polonais. Les huit officiers seront accusés de trahison le 11 juin 1937 et exécutés dès le lendemain, sans préparation préalable de l'opinion.

En marge des procès politiques de Moscou, se déroulent à la mi-1937 sept cents autres petits procès en province, chefs-lieux de district désignés avec condescendance par le pouvoir « petits procès agricoles ». Ici, ce sont des responsables kolkhoziens jugés pour de vrais abus de pouvoir et dénoncés au Parti par des courriers ; il s'agit de montrer à nouveau la sollicitude de Staline envers le « petit peuple ». Mais au bout de 3 mois, la maladresse des responsables locaux du NKVD indisposa Moscou et entraîna leur chute et leur mise à l'écart, comme celle du chef Iagoda, déjà remplacé par Nikolaï Iejov fin 1936, et exécuté en mars 1938.

Le rôle de Staline dans la tenue et l'issue de ces procès est déterminant : en 16 mois, Staline examine 383 listes et approuve personnellement 44 000 exécutions... Alors qu'il prend soin de rester physiquement à l'écart (2 allocutions publiques seulement en 1937, une en 1938), il est omniprésent et passe au moins un coup de fil par jour à Iejov. Les deux hommes se verront à 260 reprises soit tous les 2 jours et demi... En avril 1938, le nouveau chef des bourreaux, Iejov, est usé ; Staline lui adjoint Lavrentii Beria qui préconise la fin de Grande Terreur, actée par Staline et Molotov, en qualité de chef de gouvernement, dès le 17 novembre et la dissolution des *troikas* en novembre 1938. La conjoncture internationale est jugée mauvaise pour le régime : exclusion de l'URSS de la conférence de Munich et peur de la mise en place d'une coalition occidentale anti-Komintern. Le NKVD, devenu trop puissant, représente un problème et Staline décide de faire le ménage. Enfin, l'absence d'amélioration notable sur le plan des performances économique du pays l'incite à lâcher du lest.

Le 23 novembre, Iejov lui-même sera relevé de ses fonctions, incarcéré et fusillé en 1940, de même que de nombreux agents.

Le prix du sang : estimation des victimes et conséquences intérieures et extérieures

Véritable crime de masse, la Grande Terreur aura frappé de multiples citoyens soviétiques ; les chiffres parlent d'eux-mêmes : durant la « *lejobshina* » l'ère de *lejob*, à qui le peuple attribuera les excès de la répression plutôt qu'à Staline, 1,5 million de personnes auront été arrêtées ; 820 000 auront été fusillées dont 30 000 officiers, tout cela entre octobre 36 et novembre 38, soit une moyenne de 1 600 exécutions/jour. Ces purges dans l'Armée Rouge seront sans précédent puisque plus de 600 généraux auront disparu, ainsi qu'un tiers des colonels ; dans les mois qui suivent, la plupart des régiments de l'Armée Rouge sont commandés par des lieutenants. Plus d'un million de détenus prendront le chemin des camps du Goulag, ce qui représentera un pic plus jamais atteint entre 1921 et 1953. Un tel afflux désorganisera d'ailleurs la production des camps. Enfin, pour la première fois, la Sécurité d'État est massivement épurée, soit environ 8 % de ses cadres.

En moyenne, 1% de la population russe de chaque région fut condamnée pendant la Grande Terreur avec des pics compris entre 1,8% (en Sibérie, face au Japon) et 3% en Carélie, une zone plus stratégique située près de Leningrad.

A l'étranger, les opinions ont suivi avec intérêt les procès mais ont une vision brouillée des événements par l'adhésion au communisme de nombreux habitants ; de fait, un certain aveuglement prévaut. Les aveux retentissants ont notamment jeté la confusion, révélant la justesse de la stratégie de communication de Staline. Lors de l'invasion allemande de 1941, la décapitation du haut commandement de la Stavka (Etat-Major de l'Armée Rouge) se révélera lourde de conséquences privant les Russes de leurs meilleurs officiers.

Conclusion :

L'événement ne manque pas d'ironie : le livre de Vychinski *Théorie des preuves judiciaires dans le droit soviétique*, publié en 1946, et dans lequel il expose ce qui -selon lui- doivent être les grands principes juridiques d'un procès exemplaire recevra le prix Staline l'année suivante. D'autres procès à venir, sur le même modèle, se tiendront entre 1949 et 1952 dans les pays satellites, à Sofia, Belgrade, et Prague...

Il faudra attendre les années 1950 et 1960 et les XX^e et XXI^eème Congrès du PCUS pour que les révélations de Khrouchtchev jettent un nouveau regard sur cette période. Associés à un retour en grâce discret et progressif des condamnés, les propos de Khrouchtchev souligneront les excès du culte de la personnalité et du régime stalinien Ces condamnations désavouées seront suivies d'une réhabilitation plus large après 1988.

Bibliographie indicative :

Ouvrages :

Robert CONQUEST *La Grande Terreur*, coll Bouquins, Robert Laffont, 1968

Annie KRIEGEL, *Les grands procès dans les systèmes communistes*, coll Idées, Gallimard, 1972

Nicolas WERTH, *Les procès de Moscou*, Complexe, 1987

Id. *La Terreur et le désarroi, Staline et son système*, coll Tempus, Perrin, 2007

Id. *L'ivrogne et la marchande de fleurs*, Points Seuil, 2009

Alain FREREJEAN, *Les procès staliniens*, Nouveau Monde, 2017

Articles :

Nicolas WERTH L'U.R.S.S. des années trente. Repenser la « Grande Terreur »
Dossier : Du travail de la mémoire au travail de l'histoire
Le Débat, n° 122, 2002/5, p. 118-139

Id. Les « petits procès exemplaires » en URSS durant la Grande Terreur (1937-1938).
Dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2005/2 (n° 86), pages 5 à 23

Id. La mise en scène pédagogique des grands procès staliniens. Dans *Le Temps des médias* 2010/2 (n° 15), pages 142 à 155

Liens audiovisuels/films :

La bande-annonce d'un film de Serguei Loznitsa, *Le Procès*, sorti en 2018, qui s'appuie sur des images d'archives réalisées pendant le procès du Parti industriel de 1930

Philippe Couannault, lycée Voltaire, Orléans (45)

